

**CONVENTION DE RENOUVELLEMENT DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT
SCIENTIFIQUE**
**établissant le Groupement de Recherches sur l'Administration Locale en Europe
(GRALE) pour la période 2024-2028**

ENTRE

L'Université Paris I - Panthéon-Sorbonne, dont le siège se trouve 12 place du Panthéon, 75231, Paris Cedex 05, représentée par son Président,

L'Université de Lille, dont le siège se trouve 42 rue Paul Duez, 59800 Lille, représentée par son Président,

L'Université Reims-Champagne-Ardenne, dont le siège se trouve Villa Douce, 9 bd de la Paix, CS 60005, 51724 Reims CEDEX, représentée par son Président,

L'Université de Toulon, dont le siège se situe Campus de la Garde - CS 60584 - 83041 TOULON CEDEX 9, représentée par son Président

L'Université Grenoble Alpes, dont le siège se situe 621 avenue Centrale 38400 Saint-Martin-d'Hères, représentée par son Président

Université Côte d'Azur, dont le siège se situe 28 Avenue de Valrose, 06103 NICE cedex 2, représentée par son Président, Professeur Jeanick BRISSWALTER,

Électricité de France, EDF, dont le siège se trouve 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 8, représentée par son signataire dûment habilité pour ce faire

L'Agence de la Transition Ecologique, ADEME, dont le siège se trouve 55 bis Avenue Pierre Brossolette, CS 50065, 92541, MONTROUGE CEDEX, représentée par son Président (*pressentie et à confirmer*)

Intercommunalités de France, dont le siège se trouve 22 rue Joubert, 75009 Paris, représentée par son signataire dûment habilité pour ce faire (*pressenti et à confirmer*)

Le Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT, dont le siège se trouve 80 rue de Reuilly, 75012 Paris, représenté par sa Présidente (*pressenti et à confirmer*)

Le **Sénat**, situé 17, rue de Vaugirard, 75006, Paris, représenté par son Président (*pressenti et à confirmer*)

Et toute autre institution ou entreprise qui, après avoir émis le souhait de rejoindre le GIS et obtenu l'accord du Conseil d'Administration, apposera sa signature à la présente convention par voie d'avenant.

Ci-après « les Parties »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PRÉAMBULE

Les réformes successives de la décentralisation et les récentes réformes territoriales, l'implication plus grande des collectivités territoriales dans le processus d'intégration européenne, ainsi que le développement des recherches sur les politiques publiques et l'action publique, ont déterminé un essor durable des recherches sur l'administration territoriale et plus généralement les aspects territorialisés de l'action publique, dans de nombreuses disciplines des sciences sociales.

Le Groupement de Recherches sur l'Administration Locale en Europe (GRALE), Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) créé en 1999 par un ensemble d'institutions et entreprises, pour succéder à une structure propre du CNRS, le GDR GRAL, poursuit depuis 2011 une nouvelle stratégie de recherche.

D'une part, les recherches intéressant l'administration territoriale et les aspects territorialisés de l'action publique demeurent structurées sur le plan national avant tout par thème et par discipline scientifique, et les réseaux ainsi constitués communiquent trop peu entre eux. Le GIS a vocation à accueillir dans ses programmes et ses publications les travaux des diverses disciplines et à favoriser par ses initiatives les échanges entre celles-ci en rapport avec son objet.

D'autre part, le GIS a pour objet de promouvoir une coopération mutuellement avantageuse entre la communauté scientifique intéressée, et les institutions publiques ou les entreprises qui concourent à l'administration et aux politiques locales, ou à la gestion des services publics locaux, et qui, dans le cadre du GIS, s'impliquent dans la définition et dans la mise en œuvre des programmes de recherche s'y rapportant. Cette coopération doit permettre aux chercheurs de s'orienter plus rapidement vers les problèmes les plus actuels, et aux institutions ou entreprises partenaires de bénéficier également plus rapidement de résultats de recherches pertinents sur lesquels ils pourront s'appuyer dans leurs stratégies ; elle apporte à la recherche des moyens accrus. Le bénéfice que les partenaires tirent de la prise en compte de leurs priorités dans les programmes de recherche et de la réactivité collective du GRALE en réponse à leurs demandes sur la base des nombreuses recherches déjà réalisées justifie leur investissement financier au soutien du potentiel scientifique représenté par le GRALE en fonction de leurs moyens. En outre, les résultats des recherches sont à même d'être valorisés au bénéfice des programmes de formation que les partenaires souhaitent mettre en œuvre et de leur actualisation.

Cette stratégie de recherche s'est traduite au cours des dernières années par la réalisation de plusieurs programmes pluriannuels, mis en place par des commissions thématiques réunissant chercheurs et praticiens concernés, impliquant de nombreux laboratoires dans toutes les régions françaises.

Les orientations de recherche mises en œuvre par le GRALE et la notoriété acquise par le GRALE sur le plan international se sont conjuguées pour maintenir, au cours de la dernière convention, en dépit de la baisse des financements récurrents, un fort développement international de l'activité du GRALE, qui se reflète dans ses publications comme dans les sollicitations venant d'institutions étrangères ou d'organisations internationales. Dans la mesure où les Parties le souhaitent, le GRALE conservera une dimension internationale et comparative à ses programmes de recherche, sur la base d'une méthodologie rigoureuse, tant en ce qui concerne les pays choisis que les questions de recherche.

Le GIS est une forme souple de coopération qui respecte l'indépendance de chaque partenaire. Il unit les institutions publiques et les entreprises qui apportent ces moyens et s'adressent à la communauté scientifique.

La présente convention s'inscrit dans la continuité des précédentes mais elle vise à accentuer selon des modalités variées, la participation des collectivités territoriales et des organisations publiques et privées participant à l'action publique locale, aux orientations du GRALE et à renforcer l'implication des partenaires dans la définition des projets de recherche. Une interpénétration entre la recherche fondamentale académique et la recherche appliquée est attendue de l'institution de chercheurs associés, dont une partie émanera des institutions partenaires du GRALE.

Le GIS veillera en outre à valoriser ses études et publications. Enfin, la nouvelle convention prévoit un élargissement du partenariat et une restructuration de la recherche au sein du GRALE.

Les stipulations qui suivent définissent l'objet et les modalités de cette coopération, ainsi que les droits et les obligations des signataires.

ARTICLE 1 – OBJET

Le groupement d'intérêt Scientifique, ci-après désigné le « GIS », intitulé « Groupement de Recherche sur l'Administration locale en Europe » (GRALE), a pour objet de favoriser le développement pluridisciplinaire de la recherche sur les collectivités et l'administration territoriales, ainsi que sur les aspects territorialisés de l'action publique, la diffusion des résultats des recherches et la documentation sur le même objet.

Il permet la participation des Parties à la définition et à la mise en œuvre de programmes de recherche, ainsi qu'à la valorisation des résultats des recherches ; les Parties organisent ensemble et chacune pour ce qui la concerne, la restitution des résultats de recherche.

Les activités mises en œuvre dans le cadre du GIS ont un caractère non lucratif ; elles ont pour but un approfondissement des connaissances scientifiques destiné à bénéficier à l'ensemble de la collectivité, notamment par la publication.

Les orientations scientifiques du GIS figurent en annexe I de la présente convention.

La communauté scientifique du GRALE est formée des équipes de recherche qui participent à ses programmes. La liste de ces équipes figure à l'annexe 2. L'adhésion de nouvelles équipes, françaises ou étrangères, prend la forme d'un échange de lettres avec la Direction du GRALE, accompagné d'une fiche de renseignements scientifiques tenue à disposition par le Secrétariat général du GRALE. L'adhésion prend effet avec l'approbation du Conseil scientifique du GRALE

L'objet de la présente convention est de fixer les modalités de fonctionnement du GIS et de régler les questions relatives à la propriété intellectuelle et à la diffusion des résultats des travaux du groupement.

ARTICLE 2 – COMPOSITION DU GIS

Le GIS est formé des Parties à la présente convention.

L'adhésion au GIS d'établissements autres que les Parties est soumise à la signature d'un avenant par chacune des Parties formant le GIS. La décision est prise par le Conseil d'administration institué par l'article 4.3, à moins que le représentant de l'une des Parties ne fasse savoir qu'il doit en référer à une autorité supérieure.

La participation au GIS établie par la présente convention n'est pas exclusive de la participation de l'une quelconque des Parties à une autre convention ayant le même objet ou un objet voisin.

La présente convention exclut l'affectio societatis et toute assimilation directe ou indirecte à une société quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 – ORGANISATION

3.1. LES ORGANES DU GIS

Pour assurer l'exécution de la présente convention, les Parties établissent les organes suivants :

- le Conseil d'administration
- le Conseil scientifique
- la Direction.

3.2. COOPÉRATION ENTRE LES ORGANES DU GIS

Les organes prévus au paragraphe précédent coopèrent étroitement dans l'intérêt de la bonne exécution de la présente convention. Ils en déterminent les modalités en fonction des besoins. En particulier, le Président du Conseil scientifique et la Direction se concertent en tant que de besoin pour garantir la mise en œuvre des orientations déterminées par le Conseil d'administration, assurer le suivi de l'activité scientifique, améliorer les relations entre la communauté scientifique et les Parties, promouvoir la valorisation des travaux et faciliter la restitution des résultats des recherches aux Parties.

ARTICLE 4 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

4.1 COMPOSITION

Il est créé un Conseil d'administration, qui constitue l'instance commune de décision. Il est composé de deux collèges :

- un collège des représentants des partenaires institutionnels du GRALE, chacun disposant d'une voix au sein du Conseil d'administration
- un collège composé par les directeurs du GRALE, le président du conseil scientifique, et les responsables des axes thématiques du GRALE, chacun disposant d'une voix au sein du Conseil.

Le Conseil d'administration élit en son sein un Président à la majorité des voix exprimées.

4.2. COLLÈGE DES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

Le Collège des partenaires institutionnels a pour objet de permettre la participation des institutions, des collectivités territoriales, de leurs associations ou des organismes qui leur sont rattachés, ainsi que des organisations diverses contribuant à l'action publique locale, signataires de la présente convention, à la définition des orientations du GRALE.

Il se compose d'un représentant de chaque Partie ainsi que de représentants des collectivités territoriales, de groupements de collectivités territoriales, d'établissements publics, d'associations d'élus locaux ou d'organismes publics ou privés dont les missions interfèrent avec l'exercice des compétences locales.

Le Collège des partenaires institutionnels est créé dans l'année suivant l'adoption de la présente convention.

4.3 FONCTIONNEMENT

Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par an sur convocation de son Président, qui le réunit en outre à la demande d'au moins deux Parties, ou du Président du Conseil scientifique ou de la Direction du GIS.

Le Conseil d'administration délibère par consensus. Toutefois, il peut décider à la majorité des deux tiers des Parties qu'en certaines matières, les décisions seront prises à la majorité des Parties. En outre, toute élection suppose un vote. Un vote est également nécessaire en matière de budget et d'approbation des comptes, et dans le cas prévu à l'article 16.

La Direction exécute les délibérations du Conseil d'administration.

4.4 COMPÉTENCES

Le Conseil d'administration :

- détermine les orientations de l'activité du GIS ;
- approuve le programme scientifique présenté par la Direction du GIS sur proposition du Conseil scientifique ;
- approuve les budgets et les comptes annuels et décide de la répartition globale des moyens mis à la disposition du GIS en fonction du programme scientifique ;
- statue sur certains projets de recherche sur renvoi du Conseil scientifique sur la base de l'article 5, paragraphe 3 ;
- examine les rapports d'activité présentés par la Direction (article 6), ainsi que les propositions et les avis du Conseil scientifique (article 5) ;
- délibère sur l'extension du GIS à d'autres établissements ;
- examine et débat de toutes questions relatives au fonctionnement du GIS, à la valorisation de ses travaux, et à la restitution des résultats de recherche aux Parties ;
- veille au respect des dispositions de la présente convention, notamment de celles concernant la confidentialité, les publications et l'exploitation des résultats.

Dans l'exercice de ses compétences le Conseil d'administration statue dans un esprit de mutualisation des travaux de recherche et s'efforce de privilégier les thèmes d'intérêt commun pour les Parties.

ARTICLE 5 – CONSEIL SCIENTIFIQUE

5.1 COMPOSITION

Le Conseil scientifique se compose de personnalités scientifiques, enseignants-chercheurs et chercheurs, français et étrangers, reconnues dans les diverses disciplines concernées par l'activité du GIS.

Elles sont nommées pour 5 ans par le Conseil d'administration, sur proposition de la Direction du GIS ; leur nombre est fixé par le Conseil d'administration, et trois d'entre elles au moins doivent être des chercheurs étrangers.

En cas de démission en cours de mandat, le Conseil scientifique peut coopter de nouveaux membres, en nombre égal aux membres démissionnaires, et pour la durée du mandat restant à courir ; il en informe le Conseil d'administration.

Le Président du Conseil scientifique est élu en son sein à la majorité des deux tiers de ses membres présents. Le Conseil scientifique peut élire en son sein des vice-présidents, selon les mêmes modalités. Ils sont choisis de manière à assurer une représentation équilibrée entre les disciplines.

La Direction du GIS participe aux séances du Conseil scientifique.

Les membres du Conseil d'administration peuvent être invités par son Président aux réunions du Conseil scientifique. Ils sont invités également aux réunions des commissions thématiques mises en place par le Conseil scientifique. Le président du Conseil scientifique, respectivement le président de la commission thématique, leur adresse les convocations.

Peut être invitée à assister au Conseil scientifique par son Président toute personnalité scientifique dont le concours peut être utile à ses délibérations.

Les anciens présidents du CS peuvent se voir conférer la qualité de président honoraire du conseil scientifique. Ils siègent à ce titre au conseil scientifique et peuvent être sollicités pour représenter le GRALE dans ses activités scientifiques.

5.2 FONCTIONNEMENT

Le Conseil scientifique se réunit sur convocation de son Président au moins une fois par an.

Le Conseil scientifique peut être convoqué à la demande de la Direction ou à celle du tiers des membres du Conseil d'administration.

Le Conseil scientifique rend ses avis à la majorité de ses membres présents.

5.3 COMPÉTENCES

Le Conseil scientifique émet un avis sur :

- les règles de fonctionnement et d'évaluation du GRALE ;
- l'adhésion de nouveaux centres de recherche au GRALE et les recompositions résultant de regroupements ou de fusions d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche ;

En outre, le Conseil scientifique :

- établit le programme scientifique qui est proposé au Conseil d'administration, et met en place les commissions thématiques et les pôles régionaux qui concourent à sa mise en œuvre ;
- propose les modes d'intervention les mieux à même de mobiliser la communauté scientifique pour assurer la réalisation du programme scientifique ;
- examine et sélectionne les projets soumis au GIS en fonction des moyens disponibles et du coût des projets, et attribue les financements nécessaires à leur réalisation ;
- habilite les chercheurs associés suivant les conditions fixées à l'article 6 ;
- évalue les travaux réalisés et en rend compte au Conseil d'administration ;

- formule toute proposition utile pour la diffusion, la publication (sur support papier ou électronique notamment) et la valorisation des résultats de la recherche ;
- valide les accords passés avec les directeurs de collections d’ouvrages scientifiques et de rubriques de revues périodiques en vue de l’ouverture d’espaces éditoriaux aux chercheurs du GRALE.

Le Conseil scientifique, élargi aux responsables de rubriques, exerce la fonction de comité de lecture de *Droit et Gestion des Collectivités Territoriales*.

Le Conseil scientifique exerce la fonction de jury du prix de thèse du GRALE.

VERSION PROVISOIRE

5.4 MOYENS

Les moyens nécessaires au fonctionnement du Conseil scientifique sont inscrits dans le budget du GRALE. Ils obéissent aux règles de la comptabilité publique. Ils sont engagés par la Direction à la demande du Président du Conseil scientifique.

ARTICLE 6 – CHERCHEURS ASSOCIÉS

Il est créé un statut de « chercheur associé », visant à reconnaître la participation aux travaux de recherche du GRALE de praticiens qui le souhaitent ; une partie d'entre eux peuvent être professionnellement rattachés aux partenaires institutionnels du GRALE.

Le Conseil scientifique chargé d'habiliter les chercheurs associés se prononce suivant des critères tirés de leur statut académique (diplômes et qualifications ainsi que publications à caractère scientifique) et de leur engagement dans la vie scientifique du GRALE. Chaque candidature au statut de chercheur associé doit être parrainée par au moins 3 chercheurs ou enseignants-chercheurs membres du Conseil scientifique représentant au moins deux disciplines parmi les SHS.

Le Conseil scientifique doit veiller à ce que le nombre des chercheurs associés soit proportionné au regard de l'importance des contributions fournies aux travaux du GRALE.

ARTICLE 7 - DIRECTION DU GIS

7.1 DÉSIGNATION

La direction des activités du GRALE est confiée à un(e) ou plusieurs Directeurs(trices), nommés pour cinq ans parmi les professeurs d'université ou les directeurs de recherche du CNRS dans les disciplines dont relèvent ces activités. Des directeurs adjoints peuvent également être nommés selon les mêmes modalités.

Le Conseil d'administration fixe la composition de la Direction. Le ou les Directeurs sont nommés, s'il y a lieu successivement, par le Conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des Parties.

La suppléance est réglée par le Conseil d'administration.

7.2 COMPÉTENCES

La Direction met en œuvre les activités du GRALE en matière de recherche, de diffusion et de valorisation, notamment en direction des Parties. Elle veille à la communication au sein du réseau scientifique du GRALE (voir Annexe 2) et favorise les échanges entre les équipes de recherche et les Parties.

La Direction répartit les tâches entre ses membres. Elle peut prendre toutes initiatives tendant à favoriser la coopération du GRALE avec d'autres institutions scientifiques en France et à l'étranger et à réunir les moyens nécessaires au financement de ces initiatives.

Elle prépare et exécute le budget du GRALE ; elle prépare les comptes en fin d'exercice et les présente au Conseil d'administration. Elle propose au Conseil d'administration la répartition des moyens entre les projets retenus par le Conseil

scientifique. Elle présente au moins une fois par an au Conseil d'administration un rapport sur l'activité du GRALE et l'utilisation des crédits.

Elle prend en charge la rédaction des procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration et du Conseil scientifique.

La Direction dirige et assure le développement du site internet du GRALE. Les travaux réalisés dans le cadre du GRALE peuvent être publiés en ligne, dans le respect de la législation relative à la propriété intellectuelle, et conformément aux articles 10 et 11 de la présente convention.

La Direction organise la rédaction de *Droit et Gestion des collectivités locales*.

7.3. SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

La Direction est assistée par un Secrétaire général.

Le Secrétaire général coordonne notamment l'organisation du prix de thèse du GRALE ainsi que la communication du GIS.

ARTICLE 8 – FINANCEMENT ET AFFECTATIONS DES MOYENS

Les Parties mettent à disposition annuellement les moyens prévus pour la durée du GIS, sous réserve de l'exercice du droit de retrait prévu à l'article 16, et selon les modalités définies ci-après.

La contribution annuelle de base peut être apportée sous la forme d'une cotisation financière ou d'apports en nature, notamment sous la forme de prestations.

Les moyens apportés par chacune des Parties sont précisés, à titre prévisionnel, à l'Annexe 3 pour toute la durée de la présente convention et pour chacune des 5 années.

Les crédits mis à la disposition du GIS qui ont la nature de deniers publics sont gérés par l'Université Paris I - Panthéon Sorbonne. Cependant, ces crédits peuvent aussi être intégralement gérés par une autre partie signataire de la présente convention, d'un commun accord entre elle et le Conseil d'administration.

Les recettes autres que celles correspondant aux crédits précités sont gérées selon les modalités prévues à l'article 13 de la présente convention, quelle que soit la date de leur recouvrement.

Les crédits mis à la disposition du GIS sont fongibles, à l'exclusion des financements accordés à des activités déterminées conformément aux alinéas 6 et 7 du présent article. L'arrêt des comptes au 31 décembre de chaque année doit être approuvé par le Conseil d'administration.

Les crédits sont notifiés à la Direction.

Outre les ressources mises à sa disposition dans le cadre de la présente convention, le GIS peut bénéficier d'autres financements en rapport avec l'exercice de sa mission, notamment pour la réalisation d'opérations déterminées. La gestion de ces moyens peut également être confiée à l'université Paris I - Panthéon-Sorbonne ou à une autre des Parties signataires de la présente convention. Ces moyens sont inscrits distinctement dans les budgets annuels soumis au Conseil d'administration, conformément à l'article 4.3. Ils donnent lieu à un contrat de l'article 12.

Tous les contrats prévoient explicitement la couverture des frais de gestion et les dépenses de soutien général induites par les activités qu'ils permettent de développer ; les sommes correspondantes sont affectées au budget de l'organisme qui les supporte effectivement.

ARTICLE 9 – MODALITÉS DE PAIEMENT

Les modalités de paiement de chacune des Parties sont précisées en tant que de besoin à la fin de l'Annexe 3.

ARTICLE 10 – LOCAUX

Le GIS est établi dans les locaux mis à sa disposition par l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Toutefois, la domiciliation du GIS peut être modifiée par décision du Conseil d'administration.

ARTICLE 11 – PUBLICATIONS / CONFIDENTIALITE / COMMUNICATION

ARTICLE 11.1 – PUBLICATIONS

Les travaux réalisés dans le cadre du GRALE ont vocation à être publiés, sur support papier et/ou sur support électronique, en particulier sur le site internet du GRALE.

Les publications du GIS mentionnent la participation des institutions scientifiques et/ou des personnes qui en sont les auteurs et des Parties qu'elles représentent. À l'inverse, les publications ou communications issues des travaux menés dans le cadre du GIS feront apparaître le lien avec celui-ci, par l'insertion de la mention : « GIS- GRALE ».

Si des informations contenues dans une publication ou une communication offrent un intérêt stratégique pour les activités d'une des Parties, celle-ci pourra demander les modifications ou les suppressions strictement nécessaires. De telles modifications ou suppressions ne devront pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication.

Le représentant de toute Partie à la présente convention peut faire savoir au Président du Conseil scientifique qu'il souhaite examiner un projet de publication ou de communication susceptible de contenir des informations offrant un intérêt stratégique pour l'application éventuelle de l'alinéa précédent.

ARTICLE 11.2 – CONFIDENTIALITE

Pendant la durée de la présente convention et les cinq (5) ans qui suivent son extinction pour n'importe quelle cause que ce soit, chaque Partie s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques, techniques ou commerciales des autres Parties et notamment les connaissances antérieures appartenant aux autres Parties, dont elles pourraient avoir connaissance à l'occasion de la conclusion et/ou de l'exécution de la présente convention. Ces informations sont ci-après désignées les « Informations Confidentielles ».

Les Parties peuvent communiquer les Informations Confidentielles dont elles peuvent apporter la preuve :

- qu'elles étaient disponibles publiquement préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, mais en l'absence de toute faute qui leur soit imputable ;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite ;
- qu'elles étaient déjà en leur possession avant la conclusion de la convention ;

- qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des membres de leur personnel n'ayant pas eu accès à ces Informations Confidentielles ;
- qu'elles ont été divulguées en application d'une disposition légale ou réglementaire, ou sur ordre d'une décision de justice ;
- qu'elles ont été divulguées par la Partie dont elles émanent ;
- qu'elles ont été divulguées avec l'autorisation écrite de la Partie dont elles émanent.

Les Parties s'engagent également à faire respecter cette obligation aux membres de leur personnel ayant eu connaissance des Informations Confidentielles.

Chaque Partie ne pourra utiliser les Informations Confidentielles appartenant aux autres Parties qu'aux seules fins de la bonne exécution de la présente convention et pour la stricte durée de cette dernière.

ARTICLE 11.3 - COMMUNICATION

Sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.2, tout projet de communication, sous quelque forme que ce soit, relatif au GIS devra recevoir, pendant la durée de la convention et les six (6) mois qui suivent son expiration ou sa résiliation anticipée, l'accord préalable écrit des autres Parties.

Ces autres Parties feront connaître leur décision dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter de la date de notification de la demande, cette décision pouvant consister à accepter sans réserve le projet de communication ou à demander que les Informations Confidentielles leur appartenant soient retirées dudit projet. En l'absence de réponse d'une Partie à l'issue de ce délai de trente (30) jours calendaires, son accord sera réputé acquis.

Chaque Partie s'engage à ne pas faire usage du nom, logotype et/ou la marque de l'autre Partie (et de ses laboratoires) ou de l'un de ses préposés, dans le cadre de l'utilisation des informations relatives au GIS notamment dans un but promotionnel et ce, quel que soit le support utilisé (vidéo, plaquette publicitaire, dossier de presse, etc.) sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de la Partie concernée.

Cet accord préalable écrit sera donné par les représentants de chaque Partie qui devront veiller à ce que l'utilisation soit faite dans l'intérêt de chaque Partie et dans le respect notamment du nom et de l'image de chaque Partie.

Il est rappelé aux Parties que les sigles, mentions et logos des Parties sont déposés à titre de marques.

ARTICLE 12 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

12.1. Chacune des Parties demeure propriétaire des connaissances, brevetées ou non, qu'elle détient antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention ou qu'elle détient en dehors du cadre de celle-ci. Les autres Parties ne se voient attribuer aucun droit sur lesdites connaissances, du fait de la présente convention. Il en va de même pour les établissements tutelles des centres de recherche et les institutions scientifiques listés en Annexe 2 à la présente convention.

12.2. Les résultats des travaux effectués dans le cadre des activités du GIS appartiennent en propre, ou en copropriété, aux Parties ou aux établissements tutelles des centres de recherche ou aux institutions scientifiques tels que listés en Annexe 2 à la présente convention qui ont mené ces travaux.

12.3. BREVETS

12-3-1. Si certains des résultats obtenus dans le cadre de la présente convention sont susceptibles de faire l'objet d'une protection par un brevet, la demande afférente sera déposée en copropriété aux noms et aux bénéfices conjoints des Parties copropriétaires. Chacune d'entre elles supportera les frais relatifs aux procédures de dépôt, d'obtention et de maintien en vigueur des brevets au prorata de ses apports intellectuels, matériels et financiers aux résultats. Les Parties copropriétaires désigneront conjointement un mandataire chargé desdites procédures pour leur compte. Ce dernier se fera rembourser annuellement auprès de(s) (l')autre(s) Partie(s) copropriétaire(s) la quote-part des frais due par celle(s)-ci.

Le brevet portera mention du nom du ou des inventeurs.

Le Conseil scientifique déterminera le cas échéant les mesures à prendre pour conserver secret le dossier technique.

12-3-2. Au cas où l'une des Parties renoncerait au dépôt d'une demande de brevet en France et à l'étranger, les autres pourront la déposer à leur seul nom et bénéfice. La Partie qui renonce au dépôt s'engage à fournir ou signer les documents nécessaires pour effectuer ledit dépôt. La Partie qui a renoncé au dépôt bénéficiera d'une licence gratuite et non cessible du brevet pour ses besoins propres de recherche.

12-3-3. Les dispositions de l'alinéa 12-3-2 sont également applicables au cas où l'une des Parties renoncerait au maintien en vigueur d'un brevet et à ses extensions.

12-3-4. La rémunération due aux salariés ou agents publics ayant la qualité d'inventeur est fixée selon les règles propres à chaque institution dans le respect des lois en vigueur.

12-3-5. Au cas où l'une des Parties souhaiterait céder sa part de propriété dans un des brevets, elle doit, par lettre recommandée avec accusé de réception, en avertir les autres, qui disposent d'un délai de deux mois pour exercer un droit de préemption.

12-3-6. Toute action, notamment celle en contrefaçon ou visant à revendiquer la propriété d'un brevet, est engagée par le mandataire après consultation des autres Parties copropriétaires.

Les contributions respectives aux frais de procédure sont apportées dans les conditions prévues à l'article 12-3-1.

Si une seule des Parties souhaite engager des poursuites, il peut le faire de sa seule initiative et à son seul nom. Les frais du procès sont à sa charge et les indemnités obtenues lui sont acquises.

12.4. SAVOIR-FAIRE

Le Conseil scientifique et les Parties à l'origine de connaissances non brevetables (savoir-faire) issues des travaux réalisés dans le cadre du GIS décident des conditions dans lesquelles ces connaissances peuvent faire l'objet de dossiers techniques confidentiels.

12.5. EXPLOITATION DES RÉSULTATS

12-5-1. Chacun(e) des Parties, des établissements tutelles des centres de recherche et des institutions scientifiques listés en Annexe 2 à la présente convention peut utiliser

VERSION PROVISOIRE

gratuitement les résultats obtenus dans le cadre de la présente convention pour ses besoins propres de recherche.

12-5-2. Dans l'hypothèse où, au cours de la présente convention et pendant une période de 3 ans suivant son expiration, des résultats obtenus par plusieurs Parties s'avèreraient susceptibles de faire l'objet d'une exploitation industrielle et/ou commerciale, les Parties copropriétaires conviendront par écrit et en temps utile des modalités de cette exploitation, étant entendu que la Partie désignée comme organisme valorisateur s'engage à répartir les bénéfices générés entre les Parties copropriétaires au prorata de leurs apports intellectuels, matériels et financiers aux résultats.

Au-delà de la période de 3 ans visée ci-dessus et sauf pour ce qui concerne les résultats couverts par un brevet maintenu conjointement en vigueur ou les résultats ayant donné lieu à cette date à un contrat d'exploitation avec un tiers, les Parties copropriétaires seront libres d'exploiter lesdits résultats.

ARTICLE 13 – CONTRATS

Le Directeur peut négocier avec des organismes tiers, publics ou privés, français ou étrangers des contrats relatifs à des opérations de recherche déterminées en dehors du programme scientifique du GRALE. Ces contrats sont signés pour le GRALE par l'une des Parties. Le Conseil d'administration est tenu informé de ces opérations de recherche.

Les Parties peuvent solliciter directement les pôles régionaux du GRALE, ou les centres de recherche qui y participent, en fonction de leurs besoins, et contracter avec les établissements tutelles de ces derniers. Le pôle régional informe la direction du GRALE ; le centre de recherche informe le pôle régional et la direction du GRALE.

ARTICLE 14 – ÉVALUATION

Un bilan des activités du groupement sera présenté durant la 5^e année de fonctionnement à toutes les Parties présentes à la convention, pour évaluation et décision en vue d'un éventuel renouvellement. Celles-ci effectueront, si elles le décident, une évaluation intermédiaire 3 ans après la signature de la présente convention.

ARTICLE 15 – DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature figurant ci-après.

Six mois avant son expiration, les Parties se concerteront pour envisager son éventuel renouvellement, qui pourra faire l'objet d'un avenant signé par les Parties.

Nonobstant l'échéance ou la fin anticipée de la présente convention, les dispositions des articles 11 et 12 resteront en vigueur.

ARTICLE 16 – RETRAIT

Une Partie peut se retirer du GIS sous réserve d'observer un préavis de six mois adressé à la Direction du GIS et de poursuivre les opérations communes jusqu'au terme de

l'exercice budgétaire en cours. La contribution versée au titre de l'exercice en cours reste acquise au GIS en totalité. Nonobstant ce retrait, les dispositions des articles 11 et 12 resteront en vigueur.

ARTICLE 17 – RÉSILIATION

Si une Partie à la présente convention manque gravement à ses obligations contractuelles, les autres Parties peuvent décider en Conseil d'administration de prononcer la résiliation de la convention à l'égard de la Partie défaillante.

La résiliation doit être votée à la majorité des deux tiers des Parties.

ARTICLE 18 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Si des difficultés surviennent entre les Parties, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les Parties se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable. S'il en est besoin, le Conseil d'administration se prononcera sur la solution du différend. En cas de désaccord persistant, les juridictions compétentes seront saisies.

Annexe 1

Orientations scientifiques

Les principaux axes de recherche du GRALE pour la période 2024-2028 veillent à accentuer la démarche d'évaluation des réformes engagées, la dimension européenne et comparatiste, et le lien entre doctrine et pratique administrative.

Plus précisément, le GIS orientera principalement ses travaux autour des axes scientifiques suivants :

- **Gouvernance, pouvoir local et ressources locales**, incluant notamment les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales, les questions ayant trait à la démocratie locale, aux finances locales et à la simplification de l'action publique locale,
- **Politiques publiques locales**, incluant notamment l'énergie, l'eau, les solidarités territoriales, l'environnement, la sécurité, la santé, les mobilités, l'action économique et le tourisme.

Les axes thématiques seront coordonnés par un ou plusieurs responsable(s) désignés par le conseil scientifique.

Les travaux seront guidés par une trame commune fondée sur une démarche pluridisciplinaire et comparée conforme à la logique du GRALE.

Cette démarche doit notamment permettre de :

- Renouveler les approches théoriques relatives à la notion de territoire, au regard à la fois de l'analyse du processus de recomposition de l'architecture, et de la transformation des périmètres de l'action publique locale (par exemple dans le domaine de l'eau ou de l'énergie).
- Décomposer les processus de l'action publique locale relevant de la « gouvernance territoriale » afin d'évaluer les places respectives prises par les conceptions normative et analytique de celle-ci, en renouvelant les études du GRALE développées sur ce thème depuis plusieurs années.

Le GIS veillera à orienter tout particulièrement ses travaux sur la question de la transition énergétique qui a pris, ces dernières années, une place prépondérante dans les politiques publiques en France, et sur la politique de l'eau. Le cadre législatif existant met notamment en avant les collectivités territoriales, en les dotant d'un nombre important de compétences et de moyens d'action, que ce soit en matière de développement des énergies renouvelables, de gestion des réseaux, de rénovation des bâtiments, de mobilité, de planification urbaine, ou de préservation de la ressource en eau. Dans la continuité des travaux déjà réalisés par le GRALE sur ces sujets, les recherches à venir auront pour ambition d'évaluer les politiques menées et d'interroger la marge de manœuvre dont disposent les collectivités territoriales. Cela permettra de mieux appréhender leur contribution à la réalisation de l'objectif global de préservation des ressources et de lutte contre le changement climatique.

VERSION PROVISOIRE

*

Le GRALE continuera donc de jouer son rôle d'observatoire de l'évolution des structures et organisations locales, mais aussi des moyens d'action (compétences et finances locales) et des procédés : gestion des services publics, contractualisation, délégation...

Il va de soi que ces travaux seront menés en collaboration avec les administrations ou juridictions concernées, avec des praticiens et avec d'autres réseaux scientifiques intéressés par ces sujets, comme par exemple la Société Française de Finances Publiques, l'Association française de droit des collectivités locales, ainsi que les partenaires du GIS.

VERSION PROVISoire

VERSION PROVISOIRE

Annexe 2

Centres de recherche et institutions scientifiques participant au réseau du GRALE

Réseau national

Auvergne-Rhône-Alpes

- Centre Michel de l'Hospital, université d'Auvergne, Clermont-Ferrand.
- Centre d'Étude et de Recherche de l'Institut d'Études Politiques CERIEP, université Lyon-II.
- Centre de Recherches en Finances Publiques et en Fiscalité, université Lyon-III.
- Centre de Recherches sur les Institutions Publiques, université Lyon-II.
- Centre de Recherches Juridiques (CRJ), université Grenoble Alpes
- Centre d'Étude et de Recherche en Administration Publique de Saint-Étienne.
- Centre de Recherches et d'Études Sociologiques Appliquées de la Loire (CRESAL), université de Saint-Étienne.
- Centre Lyonnais de Recherche en Sciences de Gestion, université Lyon-III.
- Environnement Ville et Société (EVS), université Lyon-III.
- Institut d'Études Administratives, université Jean-Moulin – Lyon-III.

Bourgogne-Franche-Comté

- Centre de Recherche de Droit Public Économique (CRDPE), université de Bourgogne, Dijon.
- Centre de Recherches Juridiques de l'université de Franche-Comté, Besançon.

Bretagne

- Centre de Recherche en Économie et Management (CREM), université Rennes-I.
- Centre de Recherche sur l'Action Politique en Europe (CRAPE), IEP de Rennes.
- Institut de recherche sur l'Environnement Juridique des Entreprises (IRETE), université de Bretagne Sud.
- Laboratoire IREA, Pôle de recherches « Collectivités locales », université de Bretagne Sud.

Centre-Val de Loire

- Laboratoire d'Étude des Réformes Administratives et de la Décentralisation, université de Tours.
- Laboratoires des Collectivités Locales, Faculté de Droit, université d'Orléans.

Corse

- Centre de recherche de l'université de Corte.

Grand Est

- Centre de Recherche Droit et Territoire (CRDT), université de Reims.
- Institut d'Aménagement du Territoire et de l'Environnement de l'université de Reims (IATEUR).
- Centre d'Études et de Recherches Européennes et Internationales (CERDI) université de Lorraine (Nancy).
- Groupe de Recherches d'Études Politiques (GREP), université de Lorraine (Nancy).
- Institut Droit et Économie des Dynamiques en Europe (ID2), université de Lorraine (Nancy).
- Institut de Recherche Carré de Malberg (IRCM, Université de Strasbourg).
- Institut de Recherches sur l'Évolution de la Nation et de l'État en Europe (IRENEE), université de Lorraine (Nancy).
- Réseau d'Échanges entre Enseignants-Chercheurs en Management Public (RESEMAP), université de Lorraine (Nancy).

Hauts-de-France

- Centre d'Études et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CERAPS), université de Lille-II.
- Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie (CURAPP), université Jules-Verne, Amiens.

Île-de-France

- Institut de Recherche Juridique de la Sorbonne :
- Sorbonne Études et Recherches en Droit de l'Environnement, de l'Aménagement, de l'Urbanisme et du Tourisme (SERDEAUT).
- Département de Droit public de l'Économie.
- UMR de Droit comparé (n° 8103), université Paris I - Panthéon-Sorbonne.
- Centre d'Étude et de Recherche sur l'Administration publique (CERAP).
- Centre de Recherche de Droit constitutionnel (CRDC).
- Centre d'Études et de Recherches de Sciences Administratives et politiques (CERSA), université Paris-II Panthéon-Assas.
- Centre d'Étude et de Recherche Fondement du Droit public, université Cergy-Pontoise.
- Centre d'Étude des Mouvements Sociaux CEMS, EHESS, Paris.
- Centre d'Études et de recherches de sciences administratives et politiques (CERSA), université Paris-II.
- Centre d'Études de la Vie Politique Française (CEVIPOF), FNSP, Paris.
- Laboratoire de Sociologie du Changement des Institutions (LSCI), IRESCO, Paris.
- Laboratoire d'Analyse des Systèmes Politiques (LASP), université Paris-X - Nanterre.
- Centre d'étude et de recherche en sciences administratives (CERSA - Université Paris-II).
- Centre européen de sociologie et de science politique, université Paris I - Panthéon-Sorbonne
- Centre d'Expertise et de Recherche Administrative de l'ENA.
- Centre de Sociologie des Organisations (CSO), Paris.

- Laboratoire d'Anthropologie des Institutions et des Organisations Sociales (LAIOS), IRESO, Paris.
- Laboratoire d'Économie Sociale, Économie des Ressources Humaines et Gestion du Non Marchand, université Paris I.
- Cultures et Sociétés Urbaines CSU, IRESO, Paris.
- Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces, université Paris I - Panthéon-Sorbonne.
- Laboratoire de Recherche sur la Gouvernance Publique (LARGOTEC), université Paris-XII.
- Laboratoire Techniques Territoires et Sociétés (LATTs), ENPC Noisy-le-Grand.
- Laboratoires des Organisations Urbaines Espace Sociétés, Temporalités (LOUEST), université Paris-X – Nanterre.
- Centre d'économie de la Sorbonne, Université Paris I - Panthéon-Sorbonne.
- Régulation Ressources Humaines et Économie Publique, CEPREMAP, Paris.
- Théorie des Mutations Urbaines (TMU), Institut Français d'Urbanisme, Champs-sur-Marne.
- Théorie Économique Modélisation et Application (THEMA), universités Cergy-Pontoise et Nanterre.

Normandie

- Centre de Recherche et d'Étude en droit et science politique (CREDESPO).
- Normandie Innovation Marché Entreprise Consommation (NIMEC).
- Centre Universitaire Rouennais d'Études Juridiques (CUREJ), au 1^{er} janv. 2012.

Nouvelle Aquitaine

- Centre Émile Durkheim, UMR 5116.
 - Institut de Recherche en Droit Public de Bordeaux – IRDPB, université Bordeaux-IV.
 - Centre d'Études des Collectivités Locales, Faculté de Droit, université de Pau et des Pays de l'Adour.
 - Institut d'Études Juridiques Ibériques et Ibéro-Américaines IEJIA, université de Pau et des Pays de l'Adour.
 - Centre de Recherche Interdisciplinaires en Droit de l'Environnement de l'Aménagement et de l'Urbanisme (CRIDEAU), université de Limoges.
- Poitou-Charentes
- Centre d'Études Juridiques de La Rochelle, université de La Rochelle.
 - Institut de Droit Public, université de Poitiers.

Occitanie

Languedoc-Roussillon

Centre Comparatif d'Études des Politiques Publiques et des Espaces Locaux (CEPEL) université Montpellier-I.

- Centre d'Étude et de Recherche Territoire, Administration et Politique, université de Perpignan.
- Centre d'Étude et de Recherche Constitutionnelle et Politique (CERCOP), université Montpellier-I.

Midi-Pyrénées

- Institut du Droit de l'Espace, du Territoire et de la Communication, (IDETCOM), université Toulouse I Capitole.

- Institut Maurice Hauriou, (IMH), université Toulouse I Capitole.
- Centre de recherche de Droit public de l'université de Nice.

Pays de Loire

- Centre Jean-Bodin, Recherche juridique et politique, université d'Angers.
- Droit et Changement social, université de Nantes.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

- Centre d'Études et de recherches en droit administratif, constitutionnel, financier et fiscal (CERDACFF), Université Côte d'Azur.
- Centre d'Étude des Services Publics (CESPU), IEP d'Aix-en-Provence.
- Centre de Recherches Administratives, université Aix-Marseille-III.
- Equipe de Recherche sur les Mutations de l'Europe et de ses Sociétés (ERMES), Université Côte d'Azur.
- Groupe de Recherche en Management (GRM), Université Côte d'Azur.
- Groupement de Recherche en Économie, Droit et Gestion – GREDEG, Université Côte d'Azur.
- Laboratoire Etude des Structures, des Processus d'Adaptation et des Changements de l'Espace (ESPACE), Université Côte d'Azur.

Antilles

- Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe (CRPLC), université Antilles-Guyane.

La Réunion

- Centre de Recherche Juridique (CRJ), université de la Réunion.

Réseau international

La liste qui suit recense les institutions scientifiques et les organisations internationales avec lesquelles ou pour lesquelles le GRALE a mené des actions de recherche, ou dont les membres ont participé aux travaux du GRALE, ou qui ont fait appel aux chercheurs du GRALE. Ils sont classés ci-dessous par grande région géographique, après les organisations internationales.

Organisations internationales intergouvernementales

- Banque mondiale.
- Conseil de l'Europe.
- Union européenne (programme SIGMA mis en œuvre par l'OCDE).

Organisations non gouvernementales

- Association européenne des Représentants territoriaux de l'État (AERTE).
- Cités et Gouvernements Locaux Unis (Barcelone).
- Eastern Region Organization of Public Administration (EROPA – Manille).
- Unions des Dirigeants Territoriaux en Europe (UDITE).

- Local Government Initiative (Budapest, Open University).
- Programme de Développement Municipal (Afrique).

VERSION PROVISOIRE

Europe

Allemagne

- Académie d'Aménagement du Territoire et de Recherche sur le Territoire (Hanovre).
- École supérieure allemande des Sciences administratives (Spire).
- Université Humboldt, Berlin.
- Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit.
- Université de Fribourg-en-Brisgau.
- Université de Heidelberg et Institut Max Planck de Heidelberg.
- Université de Postdam.

Autriche

- Université de Salzbourg.

Belgique

- Université de Liège.
- Université de Louvain-la-Neuve.

Espagne

- Institut national d'Administration Publique (INAP, Madrid).
- Institut d'Administration locale (Barcelone).
- Université d'Alcala de Henares.
- Université de Barcelone.
- Université de Jaén.
- Université de Malaga.
- Université de Saint-Jacques-de-Compostelle.
- Université de Saragosse.

Grèce

- Université Capodistria d'Athènes.

Hongrie

- Ministère de l'Intérieur (Direction générale des Collectivités locales).
- Institut de Gestion publique (Budapest).
- Université de Debrecen.
- Université de Szeged.
- Institut de l'État et du Droit de l'Académie des Sciences.

Italie

- Université de Milan.
- Université Catholique de Milan et Piacenza.
- Université de Naples Federico II.
- Université de Naples II (Seconda Università di Napoli – SUN).

- Université de Rome La Sapienza.
- Université de Rome LLUIS Guido Carli.
- Université de Pavie.
- Centro Interuniversitario di Finanza Régionale e Locale, université de Ferrare.

Norvège

- Université d’Oslo.

Pays-Bas

- Ministère des Affaires intérieures.
- Université de Tilburg.
- Université d’Utrecht.

Pologne

- Université de Varsovie.
- Institut de l’État et du Droit de l’Académie polonaise des sciences.

Portugal

- Université de Coimbra.

Roumanie

- Université de Bucarest (Faculté de droit et Institut d’administration publique).

Royaume-Uni

- Université de Warwick (School of Law).
- Université de Cardiff.
- Université de Birmingham.
- Université de Leicester (Montfort University).
- Department for International Development.

Russie

- Institut de Législation et de Droit comparé près le Gouvernement de la Fédération de Russie (Moscou).
- École supérieure d’Économie, Université d’État (Moscou).

Serbie

- Université de Novi Sad.

Slovénie

- Université de Ljubljana.

Suède

- Université d’Uppsala.
- Université Södertörn de Stockholm.

Suisse

- Université de Genève.
- Université de Lausanne.
- Institut de Recherches Économiques et Régionales, université de Neuchâtel, Suisse.
- Institut des Sciences Économiques et Sociales, université de Fribourg, Suisse.

Ukraine

- Académie d’études municipales (Kiev).
- Center for Adaptation of the Civil Service to the Standards of the European Union.

Afrique

Afrique du Sud

- South African League of Local Authorities (SALGA).

Égypte

- Université du Caire.
- Conseil d’État d’Égypte.

Maroc

- Université de Rabat.
- Ministère de l’Intérieur, Direction générale des collectivités locales.

Tunisie

- Université Tunis 1.

Amérique du Nord

Canada

- Université Laval (Québec).
- Université de Montréal.

États-Unis

- Georges Washington University (Washington).
- Université de Californie du Sud (Los Angeles).

Amérique latine

Mexique

- Université Nationala Autonome de Mexico.

Costa Rica

- Université nationale de Costa Rica.

Colombie

- Université Collegio Mayor del Rosario.

Brésil

- Université de Sao Paulo.
- Fondation Getulio Vargas.
- Université de Porto Alegre.
- Université de Curitiba.

Argentine

- Université de Buenos Aires.
- Université El Salvador.

Asie occidentale et Moyen-Orient

Turquie

- Université Galatasaray d'Istanbul.
- Université d'Ankara.
- Université Sabanci, Istanbul

Liban

- CESMO (Tripoli).

Iran

- Université de Téhéran (faculté de droit).

Asie et Pacifique

Chine

- Université de Pékin, Association chinoise d'Administration publique.
- Université nationale de Taïwan, Taïpeh.

- Université Sun Yat Sen, Taïwan.

Corée

- Université Yeungnam.
- Association coréenne de Droit des collectivités locales.
- Institut coréen de Recherche sur la Législation (KLRI).

Japon

- Fondation Sasakawa.
- Université Meiji (Tokyo).
- Graduate and Research Institute of Political Studies (GRISP) (Tokyo).
- CLAIR (agence japonaise de coopération internationale sur les collectivités locales).

VERSION PROVISOIRE

Annexe 3

Moyens apportés par les Parties

Institutions	2014-2028 (<i>par an</i>)
Université Paris I – Panthéon-Sorbonne	Bureaux, accès aux équipements mutualisés du centre d'hébergement, contribution aux dépenses de fonctionnement Valorisation totale : 20000 euros
Université de Lille (CERAPS)	Prestations de gestion administrative et comptable Valorisation totale : 20000 euros
Université de Reims-Champagne-Ardenne - CRDT	Prestations de services informatiques (site web, RSS et intranet du réseau, webmaster)
Université de Toulon	2500 euros/an sur présentation d'une facture. Implication d'un personnel permanent (PR) – 9 % de son temps, soit 12500 euros
Université Côte d'Azur	2 000 euros HT par an
Université Grenoble Alpes	Contribution financière : 5000 euros (cinq mille euros). Implication d'un personnel permanent (PR) dans le GIS à hauteur de 7 % de son temps chercheur – Valorisation 10000 euros
Centre national de la Fonction publique territoriale	10 000 euros (<i>à confirmer</i>)
EDF	20 000 euros HT par an (<i>à confirmer</i>)
ADEME	(<i>à compléter</i>)
Intercommunalité de France	(<i>à compléter</i>)
Sénat	(<i>à compléter</i>)

Fait à Paris le

L'Université Paris-I - Panthéon-Sorbonne, dont le siège se trouve 12 place du Panthéon,
75231, Paris Cedex 05, représentée par son Président,

VERSION PROVISOIRE

Fait à Paris le

L'**Université de Lille**, dont le siège se trouve 42 rue Paul Duez, 59800 Lille, représentée par son Président,

VERSION PROVISOIRE

Fait à Paris le

L'**Université Reims-Champagne-Ardenne - CRDT**, dont le siège se trouve Villa Douce, 9
bd de la Paix, CS 60005, 51724 Reims CEDEX, représentée par son Président,

VERSION PROVISOIRE

Fait à Paris le

L'**Université de Toulon**, dont le siège se situe Campus de la Garde - CS 60584 - 83041
TOULON CEDEX 9, représentée par son Président

VERSION PROVISOIRE

Fait à Paris le

L'**Université Grenoble Alpes**, dont le siège se situe 621 avenue Centrale
38400 Saint-Martin-d'Hères, représentée par son Président

VERSION PROVISOIRE

Fait à Paris le

Université Côte d’Azur, dont le siège se situe 28 Avenue de Valrose, 06103 NICE cedex 2,
représentée par son Président

VERSION PROVISOIRE

Fait à Paris le

EDF, dont le siège se trouve 22-30 avenue de Wagram 75382 Paris Cedex 8, représentée par son signataire dûment habilité pour ce faire

VERSION PROVISOIRE

Fait à Paris le

Intercommunalités de France, dont le siège se trouve 22 rue Joubert, 75009 Paris

VERSION PROVISOIRE

Fait à Paris le

Le **Centre national de la fonction publique territoriale**, dont le siège se trouve 80 rue de Reuilly, 75012 Paris

VERSION PROVISOIRE

Fait à Paris le

Le **Sénat**, situé 17, rue de Vaugirard, 75006, Paris, représenté par son Président

VERSION PROVISOIRE

Fait à Paris le,

L'Agence de la Transition Ecologique, ADEME, dont le siège se trouve 55 bis Avenue
Pierre Brossolette, CS 50065, 92541, MONTROUGE CEDEX, représentée par son Président

VERSION PROVISOIRE